

Initiatives ministérielles

compris l'argument que j'ai fait valoir plus tôt, lorsque je parlais de nos préambules, dans lesquels, de temps à autre, nous tenons peut-être des propos qui risquent de dénigrer un peu le gouvernement en général. J'essayais d'expliquer que la raison pour laquelle, à mon avis, nous sommes portés à le faire, c'est que, très souvent, lorsque nous posons une question directe, nous n'obtenons pas une réponse directe. Le député ne pense-t-il pas que si le gouvernement prenait l'habitude de donner une réponse un peu plus directe à nos questions, nous pourrions peut-être rétablir un peu de confiance dans cette institution?

J'estime réellement qu'il incombe au gouvernement de prendre l'initiative dans ce domaine. Autrement dit, c'est lui qui détient le pouvoir. Ce sont les ministres qui contrôlent le programme du pays, de la Chambre, des comités, et cetera. Très peu de gens se rendent compte qu'il est difficile pour un simple député, même du gouvernement, d'exercer une influence sur le pouvoir que détient ce dernier.

Le député ne pense-t-il pas que même les simples députés du gouvernement pourraient peut-être donner des conseils aux ministres, pour qu'ils soient un peu plus clairs et un peu plus directs lorsqu'on leur pose des questions à la Chambre?

M. James: Monsieur le Président, je sais où le député veut en venir. Je présume que les Canadiens veulent que non seulement nous parlions de ce qui pourrait être fait ou non, mais que nous passions également aux actes.

Nous pourrions peut-être suggérer au député, lorsqu'il aura une autre occasion de poser une question au ministre du Travail ou à moi, son secrétaire parlementaire, si je suis ici, de la poser sans long préambule et sans sous-entendu. Je lui donnerai alors une réponse vraiment directe, objective et concise. Nous montrerons également aux autres députés comment le faire.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord demander à la Chambre si elle consent à diviser le temps dont je dispose en deux périodes de 10 minutes.

Le président suppléant (M. DeBlois): Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Walker: Cela traduit bien l'esprit de collaboration que nous montrons tous dans ce débat. Peut-être que cela indique comment les députés qui participent au débat se sentent quant à la façon dont la Chambre fonctionne. D'après ma brève expérience en tant que député de la Chambre—je n'y suis que depuis 1988—je dirais que mes attentes vis-à-vis de la Chambre ne se

sont pas réalisées. Avant d'arriver à la Chambre, j'ai enseigné pendant plusieurs années à l'Université de Winnipeg. Mes cours portaient sur le Parlement, les constitutions, les groupes d'intérêt. Maintenant, je vis ce que j'enseignais.

Vous savez, les politicologues se demandent toujours, quand ils écrivent leurs ouvrages et qu'ils enseignent aux étudiants, si la réalité d'une institution correspond à son symbole. Quand il n'y a plus d'accord entre la réalité et le symbole, quand le symbole d'une institution ne correspond plus à la réalité, les gens commencent à perdre leur confiance envers cette institution.

Dans l'histoire, quand le monarque a commencé à perdre du pouvoir parce que les gens, les conseillers, voulaient gouverner eux-mêmes, la population s'est dit qu'elle devrait élire les conseillers. C'est de là que vient le principe du Parlement.

À l'heure actuelle, les Canadiens ne croient pas vraiment que le Parlement leur donne du pouvoir. Ils estiment en fait que le Parlement détruit leur pays, comme ils peuvent le voir lorsqu'ils allument la télévision. Ils pensent que notre comportement témoigne de la destruction d'une institution prisee et non de la création d'un rêve important pour eux.

Il n'y a personne ici qui n'ait eu une remarque désobligeante à l'égard d'un collègue ayant la parole, que cela ait été entendu ou non. Il n'y a personne ici qui n'ait été irrité par la réponse d'un ministre. Il n'y a pas de ministre qui ne se soit levé pour dire: «Je n'arrive pas à croire que l'on puisse poser de telles questions.»

Nous sommes tous d'accord pour admettre que c'est ainsi que la Chambre a fonctionné jusqu'à maintenant. C'est partiellement la faute de la télévision, qui a montré aux Canadiens que la Chambre était différente de ce qu'ils imaginaient.

Autrefois, lorsqu'ils envoyaient quelqu'un comme mon prédécesseur, Stanley Knowles—lui qui a été député si longtemps et qui s'assoit à la table chaque jour—lorsqu'ils l'accompagnaient au train, ils s'imaginaient qu'il faisait certaines choses que la presse rapportait, et la relation était saine. Aujourd'hui, après avoir regardé les débats à la télévision, les gens se disent que cette Chambre ne les représente pas. Elle ne les représente pas parce que, du point de vue des sciences politiques, les véritables fonctions de gouvernement ne sont pas ici. Elles sont dans les cabinets des ministres, dans les comités, dans les conférences de presse, et ce qui reste c'est une enveloppe vide. Cette enveloppe n'est plus que le reflet de ce qu'elle était.